

Le Journal de l'Année Climat

n°1

NÉGOCIATIONS CLIMATIQUES ET
CLIMAT INTERNATIONAL



2018

Coordonné par l'association PLACE TO B



ASSOCIATIONS PARTENAIRES :



RENDU POSSIBLE PAR LE SOUTIEN DE :



Ce premier numéro du Journal de l'Année Climat a été rendu possible grâce au soutien financier de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME).

Les opinions exprimées dans les articles de ce Journal n'engagent que leurs auteurs et ne correspondent pas nécessairement à celles de l'ADEME.

Un Journal du Climat, d'une année à l'autre

Vous tenez entre vos mains le premier numéro d'un journal collaboratif et engagé, tirant le bilan d'une nouvelle année de changements climatiques, l'année 2018. Plusieurs associations et ONGs environnementales ont associé leurs regards et leurs expertises pour proposer un récit choral, et que nous espérons innovant, des questions climatiques en France et à l'international.

Nous ne prétendons bien entendu pas à l'exhaustivité. Une encyclopédie en douze volumes n'y suffirait pas tant la menace climatique et la transition en cours prennent de nombreuses formes au cours d'une seule année. Nous avons préféré vous donner à voir un échantillon de ces actualités, de ces projets et de ces réflexions qui ont, selon les organisations partenaires, marqué cette année 2018 du climat. Pour certaines, il s'agira d'un retour sur le traitement médiatique du changement climatique, pour d'autres d'un état des lieux des négociations internationales quand d'autres auront préféré faire découvrir un projet de terrain emblématique de leur action en 2018.

Pour toutes, ce journal est l'occasion de communiquer à ses lecteurs une autre vision du climat et de ses problématiques que celle qui est aujourd'hui proposée par les médias traditionnels. Du micro au macro, du local au mondial, de l'instantané au définitif. En essayant de refléter autant que possible les nombreuses facettes de nos sociétés et de nos vies qui sont aujourd'hui impactées par le dérèglement climatique et la lutte pour une transition juste et écologique. Nous avons l'espoir que ce numéro n'est que le premier d'une longue série qui, d'années en années, verra les solutions et les bonnes nouvelles faire disparaître les blocages politiques et les catastrophes climatiques.

Novice des questions climatiques ou spécialiste en devenir, vous devriez trouver dans les pages qui suivent des récits et des points de vue qui viendront enrichir votre connaissance de ces problématiques. Pour les professionnels, journalistes et chercheurs, nous avons également souhaité que chacun des articles proposent des sources d'information complémentaires et des contacts d'interviews possibles. **Nous proposons donc à tous de se saisir de ces récits et de les enrichir, les questionner et surtout les diffuser aussi largement que possible. Pour une année 2019 qui verrait l'information sur le climat s'enrichir et se diversifier, dépasser les lieux communs et ainsi favoriser l'action dans chaque secteur.**

L'édi-tard : Le climat à l'heure médiatique

Bienvenue en 2019 !

Anouvel an, nouvelles résolutions peut-être, mais toujours le même défi.

Le même défi qui pèse sur notre civilisation post-industrielle depuis plusieurs dizaines d'années maintenant... celui du changement climatique et de la dégradation toujours plus rapide de notre environnement.

Ce défi en amène un autre avec lui - sans doute le plus grand de notre Histoire - avec un grand H : celui de prendre à bras le corps ce challenge. Et donc d'y consacrer, entre autres, un traitement médiatique adapté.

Chers lecteurs, qui tenez ce Journal de l'Année Climat entre vos mains, nous n'allons pas vous l'apprendre malheureusement : la gravité de la situation dépasse grandement le peu de visibilité médiatique qu'on voudrait bien lui accorder.

Alors que l'année 2018 fut riche en actualités climatiques (malgré la formulation positive, cela n'a rien de réjouissant), le décalage entre

les événements planétaires et les gros titres affichés dans nos kiosques devient de plus en plus évident.

L'ex-Ministre de la Transition Écologique et Solidaire démissionne, en appelant la France entière à agir d'urgence ? On disserte sur sa fragilité émotionnelle et les conditions "insolites" de son annonce.

Les citoyens décident de se lever et de se mobiliser tous les mois pour réclamer une justice climatique ? Les journaux ne s'en préoccupent pas plus que cela.

Le mois de Juillet 2018 est le 3ème mois le plus chaud de l'Histoire après Juillet 2016 et 2017 ?

Le lien avec le dérèglement climatique est encore difficile à faire pour la plupart des médias.

Mais regardons le verre à moitié plein plutôt

qu'à moitié vide ! Car la prise de conscience des enjeux climatiques en France n'aura jamais été aussi importante qu'en 2018. Les citoyens s'organisent par centaines de milliers, les initiatives éco-responsables fleurissent chaque jour. Et les médias commencent à y consacrer de plus en plus d'articles.

Seul hic: une grille de lecture qui manque. Tout comme notre politique française manque cruellement d'une approche systématique pour traiter le plus grand défi de notre siècle, ne doit-on pas s'interroger de la seule existence d'une rubrique "planète" pour traiter d'un tel enjeu (et encore, lorsqu'elle a le mérite d'exister) ? Pourquoi chaque 20H n'y consacre pas toute sa première partie ?

Pourquoi les pertes viticoles ou la disparition possible de la bière dues au réchauffement sont classées dans les faits "insolites" ?

La jeune activiste suédoise Greta Thunberg, dont le visage et la voix sont maintenant bien connus des citoyens français, disait lors de son discours à la COP24 : "Nous ne pouvons pas résoudre une crise sans la traiter comme une crise".

Pour Place To B et ses partenaires associatifs présents dans ce journal, le réchauffement climatique et la dégradation de l'environnement devraient occuper les unes des journaux, et surtout être traités de manière holistique, avec leurs causes, leurs conséquences et les solutions existantes.

C'est pourquoi nous avons décidé d'y consacrer un Journal entier. Un journal collaboratif qui entreprend de vous apporter un éclairage sur l'actualité climatique en 2018, à travers toutes les problématiques qui en découlent et notre regard sur l'avenir.

Place To B



S O
M M
A I
R E

10

Humans & Climate
Change Stories

14

La Pologne :
championne du climat ?

21

La COP24 a-t-elle tenu
le cap attendu ?

28

Afrique à +3°C,
l'adaptation n'attendra pas

37

Un observatoire va changer
notre regard sur la lutte
climatique

12

RUBRIQUE #1
D'une COP à l'autre

17

2018, une année de négociations
sous de mauvais auspices

26

RUBRIQUE #2
Climat d'ailleurs

32

Catastrophes, l'arbre qui
cache la forêt climatique

41

Allier développement
économique et
préservation du climat :
l'exemple du Mali

Humans & Climate Change Stories

Humans & Climate Change Stories est partenaire du premier numéro du journal de l'année climat. Ce projet documentaire vient illustrer certains des articles du journal à travers des exemples tirés du quotidien de familles bien réelles.

DOCUMENTER L'IMPACT DU CHANGEMENT CLIMATIQUE A TRAVERS LA VIE DE 12 FAMILLES DURANT 10 ANS

Humans&Climate Change Stories propose, sous une forme de narration immersive et multimédia, une approche documentaire des effets du dérèglement climatique sur nos vies. Durant les 10 prochaines années, nous suivrons 12 familles impactées à travers 3 personnages incarnant des générations différentes dans chaque famille. Nous les rencontrerons tous les 3 ans.

A travers leurs parcours, nous tentons de mieux comprendre les effets du dérèglement climatique sur nos vies quotidiennes et nos capacités d'adaptation. Humans&Climate Change Stories met également en perspective les dynamiques sociales, économiques et géopolitiques qui exercent une pression sur les phénomènes environnementaux. Nous nous appuyons notamment sur les savoirs locaux et des publications d'experts.

A LIRE ET REGARDER SUR :
WWW.HUMANSCLIMATECHANGE.COM
A ECOUTER :
LES VERSIONS RADIOPHONIQUES SUR RFI, RTBF ET RTS ET EN PODCASTS.

Une approche multimédia pour une diffusion multiplateformes à la rencontre d'audiences variées

Chaque Story est composée de photographies, textes, reportage audio, vidéos légères, motion design et clip multimédia pour se décliner sur les supports suivants :



PRESSE IMPRIMÉE ET EN LIGNE & RADIO

Des publications et co-productions en partenariat avec des médias internationaux (généralistes et spécialisés), et des médias locaux où sont réalisées les histoires

UN SITE WEB DEDIE ET SES RESEAUX SOCIAUX

Deux canaux de diffusion dédiés qui présentent les histoires dans leur intégralité, en proposant des initiatives d'adaptation développées localement, et des documents pédagogiques

DES CAMPAGNES SUR LES RESEAUX SOCIAUX

Chaque histoire se décline sous forme de série produite pour les réseaux sociaux, diffusée à fréquence périodique, et/ou liée à une actualité ou une thématique

EXPOSITIONS ET FESTIVALS

Des expositions itinérantes ou virtuelles dans des lieux publics, y compris dans les pays dans lesquels les histoires ont été réalisées.

EVÉNEMENTS, SOMMETS ET RENCONTRES

Une présence (expositions, conférences, interventions, etc) pour rencontrer un public large : des décideurs, des citoyens, des étudiants, etc. en partenariat avec des organisations, villes, collectivités, médias

LIVRES ET PUBLICATIONS

Des témoignages et des photographies pour illustrer des publications thématiques ou des campagnes. Et publier un livre témoin.

CONTACTS UTILES :

Marion Esnault
esnault.marion@gmail.com

Samuel Turpin
turpinsamuel@yahoo.com



RTS LA 1ÈRE

NOOR



RTS

rfi





RUBRIQUE #1

D'une COP à l'autre

le suivi des négociations internationales et de la mise en place de l'Accord de Paris, de la COP23 à la COP24

La Pologne : championne du climat ?

Dans son [dernier rapport](#) publié en octobre 2018, le GIEC souligne une nouvelle fois, l'importance d'une action immédiate de la part des décideurs politiques. Comment, dans ces conditions, interpréter la présidence polonaise de la COP24 ? Ce pays, 9ème producteur de charbon au monde - [et le premier au niveau européen](#) - peut-il correctement mener les négociations climatiques ?



Centrale à charbon de Belchatow, Pologne. © Macik Nabrdalik pour le New York Times.

Un historique tout sauf pro-climat

La Pologne est historiquement l'un des plus grands producteurs de charbon d'Europe et du monde. Le charbon représente ainsi 81% de sa production d'électricité et 86% de l'énergie utilisée pour le chauffage. En conséquence, les émissions de CO₂ dues à la

combustion de fossiles en Pologne s'élevait à [282 million de tonnes](#) en 2015. Elle en subit aussi les conséquences: en 2012, l'Agence Française Européenne estimait que la pollution de l'air en Pologne était à l'origine de près [de 50 000 morts prématurées](#).

La Pologne a plusieurs fois joué les trouble-fêtes au sein de l'Union Européenne sur les questions climatiques. En 2012, elle s'opposait à la [Feuille de route vers une économie](#)

[compétitive](#) à faible intensité de carbone à l'horizon 205. A la COP21, elle avait aussi bloqué les efforts de l'UE pour inclure le mot « décarbonisation » de l'accord de Paris, lui préférant le terme de « neutralité carbone ». La raison ? Jouer sur l'interprétation de l'accord et cibler ses efforts non pas sur la réduction de ses émissions mais sur les technologies de capture et stockage du carbone. Enfin, elle s'est aussi [opposée aux efforts de l'UE dans la ratification de l'amendement de Doha](#) concernant les efforts de réduction des émissions pré-2020.

Le pays ne semble ainsi pas près de sortir de sa ligne pro-charbon, et l'autorisation donnée récemment à la société Enea pour construire une nouvelle centrale à charbon d'une capacité de 1 000 MW ne donne pas de signaux contraires... Quelles répercussions ces positions ont-elles pu avoir sur la présidence de la COP24 ?

Une présidence critiquée

Le pays-hôte d'une Conférence des Parties a un rôle-clé dans l'organisation et le bon déroulement des négociations. Le choix de la ville d'accueil de la COP24 a déjà soulevé beaucoup de scepticisme : Katowice, non seulement l'une des villes minières les plus importantes du pays, était aussi beaucoup trop [petite pour accueillir l'ensemble des délégations et des observateurs](#). Cette année, ils ont ainsi accueilli un tiers de participants en moins par rapport au nombre reçu lors de la COP23, et à peine la moitié de ceux de la COP21.

Des chiffres surprenants quand on connaît l'importance de la COP24 durant laquelle les pays devront négocier les règles de mise en œuvre de l'Accord de Paris.

La Pologne a aussi rompu avec la tradition en plaçant au poste de président de la COP24 son vice-ministre de l'environnement Michał Kurtyka, et non pas son ministre Henryk Kowalczyk. Or, bien qu'il soit un diplomate expérimenté, Michał Kurtyka n'a que très peu d'expérience encore dans le domaine du climat. La Pologne a également créé un Conseil des Présidents des COP afin de l'aider dans la préparation des négociations, démarche qui témoignait de son manque de préparation face à l'ampleur de l'événement. Enfin, alors que pour la COP21 la délégation française faisait déjà le tour des capitales pour rencontrer les autres délégations six mois en amont, la délégation polonaise n'avait toujours pas [commencé ses discussions en septembre](#).

La Pologne a enfin fait vivement parler d'elle avec son [choix de sponsors](#), dont plusieurs



Centre de Conférence International de Katowice. © Jems Architekci. Divisare.com.

d'entre eux ne sont autres que des entreprises de production d'électricité, comme Tauron et PGE, et d'extraction minière comme JSW. Si ce choix est un moyen pour le gouvernement polonais de réaffirmer sa politique environnementale et énergétique et son soutien à l'économie locale, il permet aussi à ces entreprises de montrer leur volonté de participer aux efforts de réduction des émissions de CO2: une mauvaise blague pour beaucoup d'ONGs environnementales pour qui la transition énergétique doit en premier lieu passer par l'arrêt total de l'utilisation du charbon.

C'est donc une série de signaux négatifs que la Pologne a envoyé. Non seulement par ses positions pour le charbon et contre la transition vers une société décarbonée, mais aussi dans l'organisation-même de la COP24. La présidence polonaise avait affirmé vouloir adopter une position neutre lors de cette COP alors même qu'un événement aux enjeux aussi élevés aurait clairement nécessité une présidence ambitieuse et proactive.

POUR ALLER PLUS LOIN :

Les vidéos de Partager C'est Sympa sur la COP24 :

Episode 1 : <https://www.youtube.com/watch?v=yUOa5Cndsbl>

Episode 2 : <https://www.youtube.com/watch?v=4CbIT6sMuKA>

Episode 3 : <https://www.youtube.com/watch?v=tMtOUEEqoJ8>

Episode 4 : <https://www.youtube.com/watch?v=p2e4g35aOdY>

CONTACTS UTILES :

Margot Duvivier,
Chargée Transition
énergétique au REFEDD :
ergie@refedd.org

Rédigé par
Margot Duvivier



2018, une année de négociations sous de mauvais auspices

Trois ans après la COP21, 2018 a été l'année de tous les dangers pour l'Accord de Paris. Faudra-t-il attendre la COP70 pour que les négociations se réinventent ?



Salle de plénière, Centre de Conférence International de Katowice @Place To B

Même si vous ne suivez pas activement les actualités climatiques, il y a de bonnes chances que vous ayez entendu parler de la COP21 qui s'est déroulée en 2015 en France, et du célèbre [Accord de Paris qui a sauvé le climat](#).

Le 2 décembre dernier, trois ans après cet accord historique, la COP24 s'est ouverte à Katowice en Pologne.

Bien moins médiatisée que son aïeule, la COP24 était pourtant d'une importance fondamentale : c'est en effet là que devait se jouer la réalisation effective de l'Accord

de Paris. Cette COP devait avancer sur plusieurs fronts en parallèle pour espérer maintenir la confiance dans la lutte collective des Etats contre le changement climatique. Il fallait faire pression sur les Etats récalcitrants, donner des signaux forts en termes de financement vert et impulser les politiques nationales à travers le monde tout à la fois.

Si le résultat de cette COP24 était perçu majoritairement comme un échec, certains observateurs auraient pu craindre un nou-

vel effet Copenhague, du nom de la COP15 dont l'échec avait entraîné un vrai séisme au sein de l'action climatique avec la démobilisation d'acteurs clés de la transition. Pour d'autres, la COP confirmerait son statut de dernier bastion de ceux qui ne veulent pas se réinventer : alors que les Etats rechignent à la tâche, la société civile comme les entreprises n'attendent plus pour se mobiliser voire se réinventer.

Dès lors, à quoi bon les COP ?

La COP24 : l'année de la concrétisation de l'Accord de Paris

2018 était une année importante des négociations climatiques internationales à plusieurs égards.

Pour commencer, elle devait permettre de faire un premier bilan des Contributions Nationalement Déterminées (NDCs en anglais). L'Accord de Paris a en effet adopté une approche décentralisée de l'action climatique, en prévoyant que les Etats déterminent eux-mêmes leurs objectifs de réductions d'émissions de gaz à effet de serre responsables du changement climatique.

Cette approche est distincte de celles des précédents accords sur le climat dont le succès n'avait pas été à la hauteur des attentes. Elle devait en tout cas entraîner une hausse continue de l'ambition et une responsabilisation collective de la communauté internationale. Mêmes objectifs ou presque pour le Dialogue de Talanoa, un processus d'échange et de contributions ouvert à tous les acteurs, qui a permis en 2018 d'apporter des éléments de réponse aux questions "Où en sommes-nous ? Où souhaite-t-on aller ? Comment y parvenir ?". Les gouvernements comme les collectivités et les ONGs se sont

emparés de ce Dialogue et ont soumis de nombreuses contributions. C'était donc au tour des Etats de démontrer à Katowice comment ce processus pouvait réduire concrètement le fossé entre les politiques actuelles et les objectifs fixés à la COP21.

2018 était également l'année où les pays devaient s'accorder sur les règles concrètes d'application de l'Accord de Paris. En effet, l'Accord de Paris est un texte court qui donne des principes généraux mais reste vague quant aux modalités d'applications. Force est de constater que les progrès sur la négociation de ce "Paris Rulebook" ont été lents cette année. Le succès de Katowice dépendait donc de la capacité des acteurs à accélérer le travail pour s'accorder sur un ensemble de règles, à la fois précis, équilibré, et qui retranscrive bien l'ambition et la dimension innovante de l'Accord de Paris.

Un contexte mitigé pour des négociations clés

Cette COP24 a commencé dans un contexte difficile pour le climat après un nouveau cri d'alarme de la communauté scientifique avec [l'appel des 700 scientifiques](#) en septembre et la sortie du rapport du GIEC (panel d'experts internationaux sur le climat) soulignant l'urgence, avec moins d'une décennie pour changer la donne climatique. L'urgence climatique était aussi bien présente en 2018 avec la multiplication des événements climatiques extrêmes : incendies en Californie, précipitations intenses, inondations, sécheresses extrêmes, tornades... L'unanimité de la communauté scientifique couplée à la concrétisation de ses prévisions aurait pu sonner le réveil des Etats et mener à une action accélérée et concertée de leur part.



Centre de Conférence International de Katowice @Place To B

A l'ouverture de la COP, force était pourtant de constater que seule une bien faible **minorité** des pays avaient tenu leurs engagements de la COP21. Peut-être encore plus inquiétant, **l'agrégation des NDCs**, soit la compilation des stratégies à moyen terme des Etats, aboutissait à une augmentation de la température de 3°C environ (contre les 2°C tendant vers 1,5°C prévus par l'accord de Paris). Quant à la montée des populismes anti-environnementaux, 2018 avait montré que les Etats-Unis de Trump seraient rejoints par le Brésil de Bolsonaro.

La COP24 était également handicapée par son pays organisateur, président pour un an les négociations : la Pologne. La présidence d'une COP a en effet pour rôle habituel de donner l'impulsion de l'ambition politique. Un rôle difficile pour un pays étiqueté mauvais élève de la lutte contre le changement climatique et défenseur historique du charbon. La COP était par ailleurs organisée à Katowice, centre minier historique du pays. S'y sont enfin ajoutés un ordre exécutif du gouvernement polonais permettant le recueil des informations personnelles des

participants à la COP ainsi que l'interdiction de tout groupement spontané dans la ville pendant la période de la conférence. Autant de symboles négatifs pour cette nouvelle conférence qui ne pouvaient que faire douter d'un possible succès.

Des obstacles nombreux et contrastant fortement avec les mouvements de mobilisation de la société civile qui ont marqué 2018 : de On est prêt et Il est encore temps en France à Extinction Rebellion en Grande Bretagne, en passant par les nombreuses marches pour le climat organisées sous la bannière du mot d'ordre #ClimateAlarm le 8 Décembre, soit en plein milieu de la COP24.

Mais alors, quel bilan peut-on vraiment tirer de cette 24ème Conférence des Parties ?

Faut-il la considérer comme un échec ou peut-on tout de même noter certaines avancées ?

En 2018, le fossé semble hélas toujours aussi important entre les processus multilatéraux des négociations climatiques et les demandes d'actions rapides et concrètes des citoyens. Avec le climat comme grand perdant ?

POUR ALLER PLUS LOIN :

L'article de CERISCOPE Environnement :

<http://ceriscope.sciences-po.fr/environnement/content/part3/les-negociations-climatiques-vingt-ans-d-aveuglement?page=1>

L'infographie du Monde :

Les négociations climatiques en 10 dates : https://www.lemonde.fr/cop21/visuel/2015/11/30/les-negociations-climatiques-internationales-en-10-dates_4820353_4527432.html

L'article de France Culture sur le bilan de la COP24 :

<https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/cop-24-la-conference-du-desespoir>

Le replay de la conférence de l'IDDRI et de I4CE sur les enjeux de la COP24:

<https://www.youtube.com/watch?v=x3d2YlgCV9s>

CONTACTS UTILES :

Clément Métivier, membre du projet NegoTracking chez CliMates : clement.metivier@climates.fr

Adèle Fardoux, Co-Directrice Advocacy chez CliMates : adele.fardoux@gmail.com

Sabrina Marquant : marquantsabrina@gmail.com

Rédigé par
Clément Métivier,
Adèle Fardoux et
Anne-Sophie Lahaye



La COP24 a-t-elle tenu le cap attendu ?

Le samedi 15 décembre dernier s'achevait la 24^{ème} Conférence des Parties à Katowice en Pologne. Après 13 jours de négociations tendues et ralenties par des nombreux désaccords, le texte de mise en application de l'Accord de Paris a finalement été adopté par les 196 Etats membres. Mais alors quelles sont les avancées et les manques à noter ? Quel bilan peut-on tirer de cette COP24 ?

Trois ans après la COP21 à Paris, cette COP24 était attendue au tournant par les experts comme les militants. Elle devait enfin poser les bases concrètes d'application de l'Accord de Paris. C'est-à-dire inscrire dans un manuel les règles à suivre par les Etats pour tenir leurs engagements et limiter le réchauffement global en-deçà des 2 degrés et en faisant leur possible pour le limiter à 1,5 degrés. C'était donc, on peut le dire, la COP la plus importante depuis 2015. Mais il semblerait que les Etats n'aient finalement pas été à la hauteur des enjeux.

Un consensus difficile à trouver

Cette COP24 a été qualifiée d'insuffisante et de décevante par les ONGs, son résultat n'a d'ailleurs été obtenu qu'à l'arrachée. Après deux semaines de négociations compliquées et de nombreuses discussions bloquées, c'est le samedi 15 décembre 2018, avec une trentaine d'heures de retard sur le calendrier original de la CCNUCC, qu'a finalement été adopté le texte tant attendu. Il détermine les règles de mise en œuvre de l'Accord de Paris, le rendant enfin opérationnel trois ans après sa création.

Pour illustrer ce consensus si difficile à

établir, il n'y a eu qu'à observer la dernière journée de négociations, durant laquelle la plénière de clôture fut repoussée pas moins de 5 fois faute d'accord entre les Etats membres. Les représentants des ONG observatrices, tenues à l'écart des négociations entre Etats dans la dernière ligne droite, en étaient alors à se demander si cette COP prendrait fin un jour.

Pour expliquer ce retard et globalement ces difficultés, on peut se tourner vers certains pays qui ont été accusés d'avoir volontairement ralenti l'adoption de ce texte de mise en œuvre, autrement appelé "Rulebook". Le Brésil tout d'abord, qui a bataillé toute la journée du samedi au sujet des mécanismes de régulation des marchés du carbone. L'enjeu était en effet très important, et il figure d'ailleurs dans l'article 6 de l'Accord de Paris, car ces mécanismes doivent permettre aux pays les moins pollués de gagner des crédits carbone et de les revendre aux pays les plus pollués.

Les questions qui fâchaient ici étaient les suivantes : à quel prix chaque pays peut-il revendre ces crédits carbone aux plus pollués ? Quelles règles pour encadrer ces marchés du carbone ? Faut-il envisager ces échanges d'émissions de CO2 comme sur un marché classique ? A l'issue de cette COP, les pays n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur des réponses et le sujet a donc été ajourné à la prochaine COP25.

La Turquie a elle aussi participé à faire durer le suspense et à prolonger les négociations. En remettant en cause sa position de pays développé et donc de donateur au Fonds Vert dans le classement des pays de la CCNUCC. Un statut l'empêchant de recevoir des aides financières et l'obligeant à investir plus d'argent en direction des pays considérés comme "en développement". Finalement, ses efforts n'auront pas payé et la pays conservera sa place initiale dans la liste des pays donateurs. Quant aux Etats-Unis, à la Russie et à l'Arabie Saoudite, ils ont tout bonnement voulu prendre leurs distances avec les conclusions du Rapport du GIEC, préférant indiquer dans le Rulebook qu'ils "prenaient note" de ce Rapport, au lieu de le "saluer", formule préalablement choisie par les autres pays. Une nuance de vocabulaire qui peut paraître minime mais qui signifie en réalité une volonté de minimiser au maximum l'alerte donnée par les scientifiques, qui préconisent de tout mettre en oeuvre pour limiter le réchauffement global à 1.5 degrés. En effet, cet objectif nécessiterait d'atteindre la neutralité carbone en 2050, ce qui signifierait amorcer dès aujourd'hui une transition profonde hors des énergies fossiles et vers les énergies propres. Inacceptable pour ces pays dont les intérêts économiques nationaux sont si étroitement liés au pétrole, au charbon et au gaz.

Un texte qui pose les bases...

Bien qu'il faille tout de même se réjouir d'un accord final à 196 Etats, et de l'adoption du Rulebook tant attendu, le bilan de cette COP24 reste en demi-teinte. Le texte destiné à rendre opérationnel l'Accord de Paris pose noir sur blanc plusieurs bases importantes que devront suivre les pays. En commençant par le principe de renouvellement des Contributions Déterminées au niveau National (NDCs), qui oblige les Etats à revoir à la hausse leurs engagements pris en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre, et ce tous les 5 ans, à partir de 2020.



Michał Kurtyka, Président de la COP24 @Place To B

En plus de hausser leurs objectifs, les Etats devront rendre des comptes sur leurs actions et démontrer que celles-ci sont viables et contribuent à réaliser leurs ambitions. Il leur faudra également établir des règles de financement de cette transition et ne rien cacher de ce qu'ils verseront au Fonds Vert pour le Climat (les pays développés se sont engagés sur un objectif de 100 milliards de dollars par an, à destination des pays les moins développés). C'est ce qu'on appelle la Transparence dans le cadre du Rulebook.

Enfin, une autre bonne nouvelle à retenir est le lancement d'une plateforme pour les populations autochtones. Elle devra favoriser l'engagement et la coopération avec les communautés locales et indigènes dans le

cadre de la lutte contre le réchauffement climatique. Soutenue par un groupe de travail dont la moitié des représentants seront issus des peuples indigènes, cette plateforme vise à renforcer les connaissances et les technologies pour aider ces populations à mieux lutter contre les dérèglements climatiques, à s'adapter, et à davantage prendre part dans les négociations.

... mais qui est loin d'être assez ambitieux

Si tous ces progrès ont intégré le Rulebook à Katowice, il ne faut pas oublier que celui-ci omet plusieurs points très importants.

L'un des sujets brûlants de cette COP24 restera la non-intégration des Droits de l'Homme dans le texte final. Tout comme les mentions de "sécurité alimentaire" et "d'équité intergénérationnelle", la mention des droits humains, pourtant si importante dans un contexte de transition et d'adaptation de nos sociétés aux changements climatiques, a tout bonnement été retirée. Les ONG ont pourtant alerté les décideurs et les négociateurs tout au long de cette COP24 (avec des actions répétées de la société civile au sein même du centre des négociations, appelant à ce que personne ne soit laissé de côté et que tous les droits humains soient protégés).

Au niveau financier, les pays les moins développés n'ont pu obtenir de garantie quant aux versements des fonds destinés à l'Adaptation provenant des pays développés. Alors même que ceux-ci sont considérés comme clairement insuffisants. Concernant la finance toujours, aucun accord n'a donc pu être trouvé au sujet de la régulation des marchés du carbone, laissant le dossier ouvert sur la table pour la prochaine COP.

Enfin, les réparations financières des "pertes et dommages", pourtant cruciales aujourd'hui pour les pays qui subissent déjà de plein fouet les effets des dérèglements climatiques, n'ont quasiment pas été traitées et sont totalement exclues des considérations financières au sein du Rulebook. De quoi inquiéter une fois de plus les pays les moins développés qui non seulement manquent de moyens pour se prémunir des changements climatiques, mais sont et seront toujours les premiers à en subir les conséquences désastreuses.

Malgré tout, une belle avancée est tout de même à prendre en compte au milieu de ces déceptions : la création d'une Coalition de la Haute Ambition (HAC), signée par plus de trente pays (développés et en développement). Les pays signataires s'engagent à augmenter leur Ambition d'ici 2020, pour s'aligner avec les objectifs de l'Accord de Paris, et à agir à travers leur CDN (Contributions Déterminées au niveau National) et sur le terrain pour parvenir à des résultats à court terme. Davantage symbolique que contraignante au niveau juridique, cette Coalition permet toutefois de signaler la volonté de ces pays d'accélérer la cadence dans la lutte contre le réchauffement climatique. Parmi les pays signataires : le Canada, le Costa Rica, le Danemark, Fidji, la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Luxembourg, l'Espagne, le Royaume-Uni ou encore la Nouvelle-Zélande.

Des pays frileux à s'engager

Sur 196 pays, seuls 2 se sont à ce jour engagés à augmenter leur ambition. Sans surprise, il s'agit des îles Fidji et des îles Marshall, qui subissent déjà les effets désastreux des dérèglements climatiques sur leurs territoires. A contrario, plusieurs pays n'ont



Miguel Arias Canete, Commissaire européen au climat et à l'énergie, à la COP24 @Place To B

pas souhaité fournir d'efforts suffisants pour parvenir à l'ambition désirée et nécessaire afin d'être alignés sur les recommandations du Rapport du GIEC.

Quant à l'Union Européenne, sa contribution reste très faible (son investissement financier au Fonds d'adaptation ne s'élève qu'à 10 millions d'euros), en bonne partie à cause de l'opposition de certains pays comme la Pologne, la République Tchèque, la Slovaquie et la Hongrie. Ces pays, dont l'économie s'appuie notamment sur l'industrie du charbon, estiment que l'Union Européenne est déjà suffisamment ambitieuse en termes de politiques contre les changements climatiques.

Cette opposition a finalement servi de justification à l'Union Européenne et à ses autres Etats membres, comme la France ou l'Allemagne, pour ne pas fournir d'efforts supplémentaires ni relever leurs ambitions d'ici à 2030. La stratégie du "j'attends que mon voisin le fasse" semble encore une fois avoir frappé pendant cette COP.

La grande majorité des Etats ne semble donc pas disposée à s'engager fermement pour atteindre et dépasser l'objectif fixé lors de la signature de l'Accord de Paris qui est de contenir le réchauffement global en deçà des 2 degrés. Le Rapport Spécial du GIEC

préconisant de rester à tout prix en deçà des 1.5 degrés pour éviter des conséquences irréversibles en a fait les frais. Emboîtant le pas aux Russes, aux Américains et aux Saoudiens, les Etats ont donc préféré "saluer" le travail des scientifiques en les remerciant d'avoir terminé le Rapport dans les temps, plutôt que d'appliquer à la lettre ses recommandations. Une fois de plus, la trajectoire visant à nous maintenir sous la barre des 1.5 degrés, et même des 2 degrés, semble s'éloigner définitivement.

La COP polonaise s'est donc terminée sur ce bilan pour le moins mitigé. Alors qu'elle devait prendre à bras le corps l'urgence climatique et les recommandations pressantes du Rapport Spécial 1,5 du GIEC, elle s'est contentée d'exercer le service minimum, à savoir adopter le texte de mise en application de l'Accord de Paris, sans engagements supplémentaires de la part des pays. Les regards sont désormais tournés vers les prochaines sessions de négociations qui seront l'occasion d'avancer encore sur les engagements climatiques des pays et rediscuter des points qui n'ont su faire consensus à Katowice. Avec une année de plus au compteur du changement climatique...

POUR ALLER PLUS LOIN :

Le Communiqué de Presse post-COP du Réseau Action Climat :
<https://reseauactionclimat.org/reaction-cop24/>

L'infographie de Climate Tracker :
<http://climatetracker.org/infographic-cop24-what-we-got-in-2018/>

L'article bilan de CliMates :
https://studentclimates.wordpress.com/2018/12/22/highs-lows-cop24/?fbclid=IwAR2mx09ToCkbIP_Ut6xImg_II-MPI-zdQi5nH-rrLQVQfxn-hHjRH_TegC6I

Le Live-Tchat du Monde post COP24 :
https://www.lemonde.fr/climat/live/2018/12/17/posez-vos-questions-pourquoi-ne-peut-on-pas-se-rejouir-du-bilan-de-la-cop-24_5398699_1652612.html

Le podcast de France Culture avec Bastien Alex, responsable du programme Climat, Énergie et Sécurité à l'IRIS :
<https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/cop-24-la-conference-du-desespoir>

L'émission "C'est pas du vent" de FRI spéciale COP24 :
<http://www.rfi.fr/emission/20181213-cop24-climat-transition-ecologique-socialement-juste>

CONTACTS UTILES :

Côme Girshig, Jeune Délégué Français pour le Climat, membre de l'association JAC :
come.girschig@sciencespo.fr

Clément Métivier, membre du projet NegoTracking chez CliMates :
clement.metivier@climates.fr

Rédigé par
 Anne-Sophie Lahaye



RUBRIQUE #2

Climat d'ailleurs

Regard sur le changement climatique hors de France, projets innovants, différences culturelles et sources d'inspirations qui ont marqué l'année

Catastrophes, l'arbre qui cache la forêt climatique

De la Suède à l'Inde, en passant par les USA et le Japon, 2018 a, une fois de plus, vu les catastrophes climatiques se multiplier et faire les gros titres. Mais nous aident-elles vraiment à comprendre ce qui arrive au climat ?

Cela n'aura échappé à personne, l'année 2018 a été une nouvelle année record pour les températures. Le mois de Juillet a même rejoint la 3ème marche du podium des mois de Juillet les plus chauds au niveau global depuis les premiers relevés de température, après les mois de Juillet 2016 et 2017. Des records de températures ont notamment été enregistrés dans l'hémisphère Nord (où 90% de la population habite), faisant grimper les thermomètres largement au-delà des moyennes habituelles dans ces régions.

Ces phénomènes de fortes chaleurs, couplés aux incendies de forêts, sécheresses et inondations ou autres dérèglements climatiques ont d'ailleurs fait les uns des gros titres français durant tout l'été. Ils ont pour une fois occupé l'espace médiatique, là où finalement la question climatique reste encore peu abordée en temps normal en comparaison des énormes enjeux qu'elle pose.

De Libération à L'Express, en passant par Le Monde ou Courrier International, plusieurs journaux grand public ont décidé de consacrer leur une au réchauffement climatique et à cette nouvelle canicule estivale.

De l'adaptation à la mise en garde

Mais qui dit traitement médiatique, dit aussi fossés entre les différents angles d'approches de cette actualité. Le traitement des phénomènes climatiques aura ainsi grandement varié d'un média à l'autre.



Premier exemple avec « La Croix » qui a choisi de mettre en exergue les stratégies d'adaptation de la population française à cette nouvelle vague de chaleur sans précédent, en reprenant également les propos de Mme Agnès Buzyn, Ministre de la Santé, qui estimait que le nombre de victimes, inférieur à celui de la canicule de 2003, était « une très belle victoire collective ». La Croix titrait donc en une le 5 août dernier « Canicule, on s'adapte ».



Tout autre son de cloche dans le numéro spécial de « Libération » du 30 juillet, qui titrait de manière plus directe et alarmante sur une image d'incendie « Climat : Des lendemains qui brûlent ». Avec une vision bien plus internationale et ne se limitant pas aux conséquences sanitaires dans l'hexagone, le quotidien a choisi d'étudier à la loupe et de manière plus « systémique » la situation climatique inquiétante dont les ravages se sont fait sentir « de la Californie au Japon, en passant par la Suède ou la France ». Se projetant dans le quotidien d'un monde trop chaud, Libération fait le parallèle entre les dérèglements climatiques à

l'œuvre dans plusieurs pays en soulignant le manque d'adaptation de nos sociétés à ces phénomènes. Le média tire ainsi la sonnette d'alarme et on comprend bien davantage la nécessité d'agir vite et fort face au réchauffement global de notre planète.



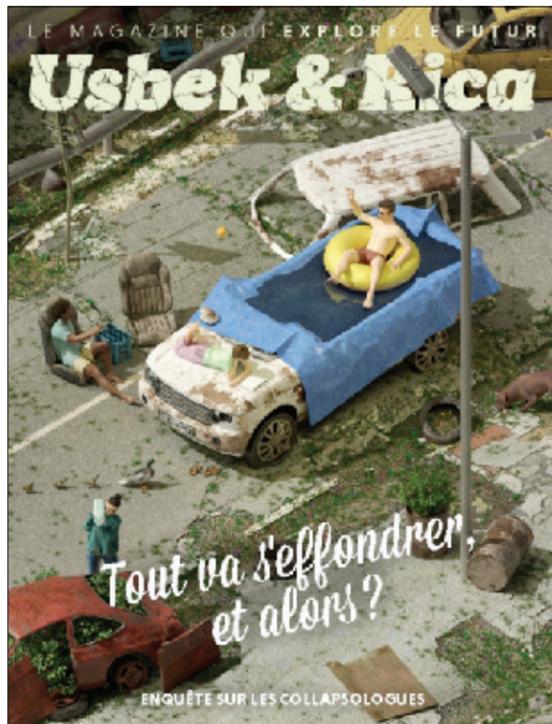
Est-ce que la multiplication des papiers (et même des unes de journaux) sur le climat en 2018 a permis de réveiller les consciences sur l'ampleur de la catastrophe climatique ? C'est la question sur laquelle « Courrier International » a choisi de titrer dans son numéro du 20 août dernier avec son article intitulé « L'été de la prise de conscience ? ».

Incendies dramatiques en Suède, explosion des thermomètres dans plusieurs grandes villes du Nord, pour la première fois, l'Hémisphère Nord a subi les conséquences concrètes et meurtrières des dérèglements climatiques. Pour le journal, ces phénomènes bien visibles pourraient enfin « modifier notre perception du changement climatique ».

L'effondrement, pour la première fois évoqué

La nouveauté médiatique la plus marquante de cette année, restera peut-être l'apparition d'un terme jusque-là jamais évoqué par les médias traditionnels : l'effondrement.

Le magazine "Usbek & Rica" en a d'ailleurs fait un article, "L'année 2018 aura - entre autres - été celle de l'effondrement". Alors que les prévisions d'une fin de notre civilisation restait jusqu'alors l'apanage d'individus isolés, considérés par la plupart des médias comme des "illuminés", le sujet a cette année été pris bien plus au sérieux.



C'est le quotidien 20 minutes, qui a décidé d'y consacrer une série en sept épisodes "Apocalypse Now". Tout en prenant de larges pincettes et en adoptant une certaine distance avec ce qu'ils appellent "la science qui prédit l'effondrement du monde", 20 minutes aura tout de même

traité durant une semaine un sujet qui aurait pu sembler trop délicat jusque-là pour les médias traditionnels.

Quelles sont vraiment les conséquences climatiques qui nous menacent ? Quels scénarios sont envisagés par les collapso-logues ? Comment s'adapter à un éventuel effondrement ? Qu'en dit Pablo Servigne, l'expert de cette science de la fin du monde ? On peut dire que le sujet aura été traité largement par ce quotidien mais également par d'autres.

Le NouvelObs titrait pour sa part "Tout peut (vraiment) s'effondrer" dans un article du 5 novembre dernier revenant sur les quatre émissions de France-Culture consacrées aux dérèglements climatiques, leurs conséquences et ce phénomène de "collapsologie".

Télérama publiait quant à lui une interview de Pablo Servigne le 18 décembre dernier. Cette théorie de la fin du monde tel qu'on le connaît avait même atteint BFMTV en août dernier, avec un article présentant les arguments de scientifiques et de collapso-logues.

Une première pour tous ces médias.

A cette nouvelle visibilité médiatique, reste encore à bien comprendre les liens de causes à effets, et surtout comment agir. Sommes-nous déjà vaincus ? Reste-t-il de l'espoir ? Où en sommes-nous vraiment ? Quels sont les leviers d'actions pour véritablement changer les choses ?

Si la question du réchauffement climatique a bel et bien été évoquée dans ces médias, de manière très générale et clairement alarmiste, les liens avec les questions actuelles d'économie, de sécurité, de politique ou encore d'inclusion sociale, ne bénéficient pas encore d'une telle place dans les médias.

Titrer sur l'effondrement et le changement climatique comme grandes menaces ne peut pas nous exonérer de traiter les as-

pects plus complexes des questions climatiques : changements politiques à mettre en oeuvre, transformations économiques et industrielles, réécriture des lois ou encore évolutions de nos comportements personnels.

Comme le souligne cet article de Roger Walker dans Médiapart : " Le commun des mortels, qui compte pour ses informations sur le JT (quelle que soit la chaîne) et/ou Le Parisien ou la presse régionale, ne peut pas se forger une opinion valable sur l'envergure du problème posé par le dérèglement climatique."

Comme si, finalement, la crise climatique que nous subissons aujourd'hui se transformait en phénomène à sensation, éclipsant les problèmes sous-jacents et les solutions difficiles mais possibles pour agir ici et maintenant.

CONTACTS UTILES :

Anne-Sophie Novel, Journaliste : asnovel@gmail.com

Samuel Turpin, Human & Climate Change Stories : turpinsamuel@yahoo.com

Rédigé par
Anne-Sophie Lahaye



POUR ALLER PLUS LOIN :

Le bilan climatique de l'été 2018 par Météo France : <http://www.meteofrance.fr/climat-passe-et-futur/bilans-climatiques/bilan-2018/bilan-climatique-de-l-ete-2018>

L'article du Monde "L'Europe sous la canicule" : https://www.lemonde.fr/climat/article/2018/08/06/flammes-et-rivieres-trop-basses-l-europe-sous-la-canicule_5339817_1652612.html

Le "retour vers le futur" de Libération : https://www.liberation.fr/planete/2018/09/07/epidemies-canicules-inondations-voyage-dans-la-france-de-2030_1677354

L'article et la vidéo de France Info sur le bilan des catastrophes de l'été 2018 : https://www.francetvinfo.fr/faits-divers/incendie/video-incendies-canicule-secheresse-l-ete-2018-un-avant-gout-du-rechauffement-climatique_2916155.html

L'article et l'interview de Jean Jouzel dans Le Parisien : <http://www.leparisien.fr/societe/temperatures-exceptionnelles-incendies-secheresse-l-ete-de-tous-les-dangers-02-09-2018-7873305.php>

"Un oeil sur les médias" sur France24 : <https://www.youtube.com/watch?v=yb5o7ldNzdE>

L'émission C Dans L'air : "Canicule : faut-il s'y habituer ?" : <https://www.youtube.com/watch?v=OqbN6fcMNQ>

Afrique à +3°C, l'adaptation n'attendra pas

Alors que l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C est encore dans tous les discours, certains se préparent déjà à un réchauffement de 3°C. Quels sont leurs plans pour adapter l'Afrique à un climat en surchauffe ?

Le Rapport spécial 1.5° du GIEC publié en octobre 2018 le démontre clairement : contenir le réchauffement global à 1,5 degré est non seulement nécessaire pour limiter les dérèglements climatiques et assurer la survie des écosystèmes, mais cela permettrait également d'atteindre plus facilement les Objectifs de Développement Durable (ODD), fixés par les Nations Unies en 2015, qu'avec un réchauffement plus important, même à 2°C (comme prévu par l'Accord de Paris).

Or, avec la trajectoire que nous suivons actuellement, si nous ne changeons pas radicalement de modèle de société et de développement dans un temps très court, nous nous dirigeons vers un réchauffement de plus de 3°C.

Le défi immense de l'adaptation au changement climatique sur le territoire africain

Un monde à +3 degrés, qu'est-ce que cela représente vraiment ?

L'Afrique est le continent le plus vulnérable au changement climatique (comme le démontre la carte de l'[indice Notre Dame Global Adaptation Initiative](#)). Notons déjà que ce continent de 30 millions de km² compte une multitude de situations climatiques, des zones tempérées aux confins Nord et Sud, aux immenses étendues arides du Sahel et de la corne de l'Afrique, en passant par les zones tropicales humides d'Afrique centrale et du Golfe de Guinée. Certains pays, comme Madagascar, présentent eux-mêmes 3 à 4 types de climat différents.

Autant dire qu'il n'y a pas beaucoup de sens à parler en général des évolutions du climat africain et des impacts possibles sans s'intéresser à des territoires spécifiques. Mais tâchons de simplifier.

En Afrique de l'Ouest, certains modèles indiquent qu'entre un scénario de réchauffement global à +1.5° et un à +2°C, les cultures seront beaucoup plus affectées avec dans le deuxième cas jusqu'à perdre 15 jours de saison agricole localement, l'essentiel de l'agriculture étant pluviale (voir à ce propos [1.5°C Hotspots: Climate Hazards, Vulnerabilities, and Impacts, 2018](#) ainsi que les travaux de WASCAL). Une différence

évidemment loin d'être négligeable pour les agriculteurs locaux. Ce sont aussi 55 millions de personnes supplémentaires touchées par la faim. L'intensité des impacts ne suit pas un cours linéaire... mais bien une tendance exponentielle.

Autre exemple d'impact, lié aux modes de vie qui s'installent progressivement sur le continent, celui d'une augmentation très sensible de la demande énergétique (+ 30% dans les pays du Golfe de Guinée à +1.5°C contre +50% à +2°C), notamment pour satisfaire les besoins accrus en climatisation. Alors qu'à l'heure actuelle en Afrique de l'Ouest, le taux d'accès à l'électricité est de 52 % en moyenne et que les coupures d'électricité peuvent atteindre 80 heures par mois, comment ces pics de consumma-

tion pour maintenir le confort thermique des bâtiments seront-ils couverts?

Les pays Africains, dans toute leur diversité, sont-ils prêts à faire face? Les gouvernements ont-ils bien pris conscience de l'absolue nécessité et de l'urgence de changer de modèle de développement en intégrant ces perspectives climatiques ? Même si la réponse est oui, en ont-ils vraiment les moyens ?

A lire les CDN africaines ("contributions déterminées au niveau national", obligation contenue dans l'Accord de Paris, par laquelle chaque Etat doit consigner ses premiers objectifs et mesures climatiques) et la part du budget national que les Etats sont prêts à consacrer à cette problématique climat (soit



Climate Chance Summit Africa, Abidjan @ Climate Chance



environ 40 USD/an/personne, atténuation et adaptation confondus), on peut en douter. En effet, même si ceux-ci renvoient la responsabilité financière aux Etats développés dont les promesses de mobilisation de financements climat tardent désespérément à se concrétiser, force est de constater que les dirigeants africains dissocient encore développement et lutte contre les changements climatiques. Il ne s'agit pourtant pas de faire du climat en plus du développement, mais bien de s'assurer que les actions de développement seront bien durables dans quelques décennies dans ces futurs conditions climatiques et participent de l'effort global de limitation des émissions de gaz à effet de serre. Evidemment, l'Afrique ne représentant que 4% des émissions mondiales de gaz à effet de serre et les émissions d'un habitant du continent restant 13 fois moins importantes que la moyenne mondiale, il n'est pas question de renverser les responsabilités.

Mais la lutte contre les changements clima-

tiques peut et doit être un instrument de sortie de la pauvreté. Elle doit permettre un développement humain juste et durable, au Nord comme au Sud. Pourtant les Etats et les institutions régionales ne semblent pas encore totalement mobilisées. Les acteurs non-étatiques multiplient initiatives et projets mais il est difficile de les recenser et d'évaluer leur contribution. Et, pour finir, alors que les élus locaux doivent pouvoir animer l'action de la société civile autour de la lutte climatique, la décentralisation n'est pas effective sur tout le territoire africain, ce qui désarme les pouvoirs locaux face au changement climatique. Cette situation explique l'initiative lancée par Hakima El Haite, alors "championne du climat", accompagnée par Climate Chance, pour que les élus locaux africains s'engagent à mobiliser la société civile de leurs territoires dans leurs actions pour le climat. Partant de ce postulat, il faut s'appuyer sur tous ceux qui agissent déjà et renforcer leurs actions : collectivités, milieu éduca-

tif, associations, groupements de femmes, d'agriculteurs ou de jeunes, sans oublier les entreprises. Mais au-delà de la question épépineuse des moyens, c'est d'abord la méthode qui manque.

Le rôle de Climate Chance : multiplier les synergies entre les acteurs - L'enjeu de la collaboration multi-acteurs

Les dynamiques locales, les actions de terrain, les mobilisations internationales ne manquent pas. Mais il faut à tout prix les mutualiser et agir pour une mise en commun de tous ces efforts.

C'est pourquoi Climate Chance travaille à identifier les acteurs mobilisés sur le changement climatique : du réseau international des agences d'urbanisme, en passant par des ONG, des agriculteurs aux pratiques résilientes, universités, entreprises, secteur de la finance, collectivités locales, réseaux d'éducateurs au développement durable. L'enjeu est de les fédérer pour ensuite mettre en lumière les synergies possibles, diffuser de l'information et des méthodes, et ainsi démultiplier l'action. En effet, ce n'est qu'en mettant tous les acteurs autour de la table, par secteurs clés (agriculture, énergie, aménagement urbain, mobilité etc - ce qu'on appelle les "coalitions secto-

rielles"-) que les actions pour le climat seront cohérentes, efficaces et généralisées.

Parmi les outils que l'association a développé pour recenser les acteurs en présence : un "mapping" des acteurs et initiatives sur le territoire africain (débuté en amont du Sommet Climate Chance 2017 à Agadir, complété à l'occasion du sommet à Abidjan et qui a vocation à être mis à jour en 2019), un regroupement des acteurs par coalitions thématiques, la diffusion des bonnes pratiques de terrain (à la fois en Afrique et en dehors).

Enfin, il ne faut pas oublier le partage d'information : Climate Chance diffuse ainsi des offres de formation, des opportunités de financements à destination des acteurs africain ou encore des données essentielles pour prendre les mesures adéquates (scénarios de réchauffement, données relatives aux émissions de gaz à effet de serre, données macro-économiques...).

L'information ici est la clé, et le partage des données est essentielle.

Un levier d'action essentiel : la finance climat

Dans l'Accord de Paris, les pays développés se sont engagés à accroître l'effort de financement climat envers les pays en développement "en mobilisant des moyens de financement de l'action climatique provenant d'un large éventail de sources, d'instruments et de filières" et en se fixant un plancher de 100 milliards de dollars par an pour le climat, à destination des pays du Sud, toutes sources et canaux confondus.

Le rapport [Africa Adaptation gap](#)



report du PNUÉ en 2015 avançait le chiffre de 50 milliards de dollars par an d'ici à 2050 comme estimation des coûts de l'adaptation pour le seul continent africain dans un scénario à +2°C (le double dans un scénario à +4°C). Autant dire donc que les moyens mobilisés par la communauté internationale sont encore bien en deçà des besoins des pays en développement et qu'il convient de faire accélérer la mobilisation massive de financements.

Mais il n'y a pas que le combien qui compte ; le comment est tout aussi important. Car en effet l'essentiel de ces financements sont pour l'instant mis en oeuvre au niveau des

gouvernements nationaux et les acteurs non-étatiques, pourtant porteurs d'initiatives exemplaires et prometteuses au plus près des besoins des territoires, en captent la portion congrue. C'est dans ce sens que l'association Climate Chance se positionne comme facilitateur de la voix de ces acteurs, en particulier en Afrique, à travers des événements internationaux de l'agenda climatique, afin que cette voix soit entendue et que se débloquent les actions et financements liés à la responsabilité commune mais différenciée (voir les [13 priorités d'action pour l'accès aux financements climat](#)).

POUR ALLER PLUS LOIN :

Le site de Climate Chance
<https://www.climate-chance.org/>

La déclaration des élus locaux et régionaux d'Afrique :
<https://www.climate-chance.org/wp-content/uploads/2018/09/declaration-des-elus-locaux-dafriquefrsinee2018.pdf>

CONTACTS UTILES :

Vanessa Laubin, Climate Chance :
vanessa.laubin@climate-chance.org

Leila Yassine, Climate Chance :
leila.yassine@climate-chance.org

Rédigé par
Vanessa Laubin,
Béregère Batiot et
Leila Yassine



Un observatoire va changer notre regard sur la lutte climatique

Novembre 2018 a vu la sortie du premier rapport de l'Observatoire de l'action climatique de l'Association Climate Chance. Comment ce rapport peut-il transformer notre vision des efforts réalisés en mettant en lumière le rôle des acteurs non étatiques ?

2018 l'aura encore confirmé, nous sommes dans un contexte mondial de hausse des émissions de CO₂. Après trois ans de relative stagnation de 2014 à 2016, les émissions sont reparties à la hausse en 2017 (+1,6 %) et l'année 2018 a établi un nouveau record avec une augmentation de 2,7% de celles-ci.

Ce constat d'une trajectoire très problématique aura été accentué par les différentes publications scientifiques telles que le Rapport Spécial 1.5°C du GIEC ou encore le rapport "Energy Outlook 2018" de l'Agence Internationale de l'Énergie qui note une hausse de la consommation de charbon.

rapide et profonde de la part des pouvoirs en place. Pourtant, les engagements pris par les États lors de la COP21 (les "contributions déterminées au niveau national") ne sont toujours pas à la hauteur des enjeux, nous amenant vers une hausse d'au moins 3 degrés des températures.

Par ailleurs, bien que l'Accord de Paris adopté à l'issue de la COP21, a reconnu l'importance du rôle des acteurs "non parties à la Convention" (CCNUCC) (autres que les États donc), l'échec du dialogue de Talanoa à la COP24 en décembre 2018, n'ayant pas permis d'avancer en vue du relèvement des ambitions des États, prouve qu'il demeure un déficit de dialogue et d'échange d'informations entre États et acteurs de terrain.

Un constat d'échec ...

Dans les faits, les conséquences de cette mauvaise trajectoire se sont concrétisées par des événements climatiques extrêmes en 2018, avec notamment des épisodes de sécheresse intense ou encore les incendies en Californie, en Grèce, en Scandinavie ...

Cette situation d'urgence invite à une action



Plénière à la COP24 (photo libre de droits)

... à contraster avec le fourmillement de l'action non-étatique

Malgré ce constat d'échec et le sentiment d'impasse qui peut en découler, certains Acteurs Non-Etatiques (ANE) ont décidé de prendre l'urgence climatique à bras le corps pour développer des solutions à leur échelle.

Ainsi, nous avons vu émerger ces dernières années un fourmillement d'initiatives, portées par des collectivités locales, des entreprises, des ONGs, mais aussi des associations de jeunesse, de femmes, de peuples autochtones, d'agriculteurs, et ce à tous les niveaux... et avec des résultats encourageants.

L'enjeu est donc de donner de la visibilité et du poids à toutes ces initiatives en facilitant l'accès à cette information pour que les actions non-étatiques soient mieux prises en compte dans les scénarios de stabilisation du réchauffement et in fine aboutir à davantage de soutien aux projets climat, en particulier du point de vue de l'accès aux financements.

L'urgence étant de renforcer les actions de terrain pour limiter les impacts du changement climatique, l'Association Climate Chance entreprend depuis 2015 de fédérer les ANE de multiples secteurs pour faciliter leurs actions.

C'est dans cet objectif de mettre en lumière ces initiatives non-étatiques et leurs résul-

tats qu'elle a créé "L'Observatoire mondial de l'action climatique non-étatique" qui a publié fin 2018 son premier Rapport mondial de l'action climatique non-étatique.

Sous la forme d'une méta-synthèse, ce rapport ne produit aucune donnée ou analyse nouvelle mais permet de regrouper toutes les informations existantes pour pouvoir situer les dynamiques les plus intéressantes : impact des législations nationales, politiques publiques territoriales, innovations des entreprises, mobilisations de la société civile...

Il construit ainsi un récit permettant une compréhension quantitative comme qualitative de l'évolution des émissions de gaz à effet de serre, en croisant politiques nationales et initiatives des acteurs non-étatiques. C'est donc avant tout une boîte à outil évolutive pour inspirer les décideurs nationaux et locaux, publics et privés.

En partenariat avec: UNICEF, Observatoire Mondial de l'Action Climatique Non-Étatique, Observatoire Mondial de l'Action Climatique Non-Étatique

RAPPORT ANNUEL L'OBSERVATOIRE MONDIAL DE L'ACTION CLIMATIQUE NON-ÉTATIQUE 2018

Près de 1 000 sources référencées

+ 100 territoires étudiés

+ 500 initiatives et actions observées

24 analyses sectorielles et focus-pays

23 cas d'étude territoriaux

SORTIE 20 Novembre 2018

Rapport Annuel de l'Observatoire Mondial de l'Action climatique @Climate Chance

Un mode d'action à ne pas sous-estimer

Ce rapport doit surtout transformer notre vision de l'action non-étatique en met-

tant en avant l'efficacité et le rôle de ces initiatives, alors que l'action des Etats est encore fréquemment perçue comme l'unique levier de changement.

Trop souvent envisagée comme simplement complémentaire à l'action des États (dans le champ politique comme de la recherche), voire reléguée à un rôle d'organismes de pression, l'action non-étatique a pourtant un rôle moteur dans la trajectoire d'évolution des émissions.

Cette première édition, dans un contexte d'augmentation des émissions, n'a toutefois pas permis de dégager beaucoup de "success stories", mais il reste que les résultats les plus probants sont toujours le fruit d'actions coordonnées entre les États et les acteurs non-étatiques.

En se concentrant non pas sur les engagements, mais uniquement sur l'action effectivement réalisée, le rapport de l'Observatoire se fait vitrine de l'action et donne à voir des cas concrets de politiques publiques territoriales, d'innovations d'entreprises, de mobilisations de la société civile qui ont obtenu des résultats tangibles.

Ainsi, parmi les 600 pages du rapport, de

grandes tendances se dégagent. On peut par exemple observer que les territoires sont en mesure d'animer la transition énergétique, comme la ville du Cap (Afrique du Sud) dont le dialogue initié avec le régulateur et la compagnie nationale d'électricité Eskom permet la structuration des petites et moyennes productions solaires.

Ou en Chine où Shanghai, Beijing et Canton commencent à créer des marchés locaux d'échange de quotas d'émissions, comme Tokyo avant elles.

La tarification du carbone, d'une manière ou d'une autre, semble être indispensable au succès de la transition des territoires.

Du côté des transports, des innovations dessinent des trajectoires nouvelles pour la mobilité : le train à hydrogène d'Alstom, le succès des "e-rickshaw" à Delhi, l'essor des "voies de transit rapide" (BRT) au Brésil...

Mais cela ne doit pas non plus faire oublier la forte croissance des parcs automobiles dans les pays en développement, le succès mondial des SUV, véhicules individuels les plus émetteurs, ou l'absence réelle d'action dans le secteur de l'aviation.



Panneaux solaires (photo libre de droits sur Pixabay)

Enfin, on observe également des cas où la société civile parvient à infléchir les décisions publiques, comme dans la forêt de Hambach (Allemagne) contre une mine de lignite, ou en Colombie, où l'ONG Dejusticia a fait reconnaître par la Cour Suprême le statut de "sujet de droit" à la forêt, exigeant de l'État un renforcement de sa politique de conservation.

Si tous les acteurs, dans tous les secteurs doivent agir davantage et s'organiser collectivement pour être plus efficaces, leur action ne peut en aucun cas se substituer à celle des États, qui disposent de pouvoirs importants (de régulation, d'incitations, etc). L'efficacité des actions climatiques ne saurait donc prendre sa pleine mesure que lorsqu'il existe une réelle cohérence et une synergie entre l'échelon de l'État et l'ensemble des acteurs non-étatiques.

POUR ALLER PLUS LOIN :

Le site de Climate Chance :
<https://www.climate-chance.org/>

Le Rapport en ligne :
<https://www.climate-chance.org/observatoire-de-laction/rapport2018/>

Le résumé du Rapport :
<https://www.climate-chance.org/wp-content/uploads/2018/11/observatoire-climate-chance-rapport-2018-resume-1.pdf>

CONTACTS UTILES :

Amaury Parelle,
Coordinateur de l'Observatoire :
amaury.parelle@climate-chance.org

Rédigé par
Bérengère Batiot,
Antoine Gillod et
Amaury Parelle



Allier développement économique et préservation du climat : l'exemple du Mali

Un des arguments souvent utilisés pour justifier la lenteur dans la lutte contre les changements climatiques est la prétendue opposition entre pouvoir d'achat et action climatique. Dans les pays où le développement économique reste une priorité, il est pourtant possible de ne pas oublier l'impératif environnemental. Le Mali offre un parfait exemple avec un projet mené par une ONG française qui allie développement économique et préservation du climat.

Le Mali, un pays déjà soumis aux aléas climatiques

Les chiffres sont clairs : entre 1960 et 2007, une hausse de 0,7 degré des températures annuelles moyennes a été constatée au Mali et les projections prédisent désormais une augmentation de 1,8 à 5,9°C d'ici 2090. Les Maliens, qui observent déjà un décalage de la saison des pluies et des périodes de sécheresse de plus en plus nombreuses, sont les premiers témoins de ces changements. Des bouleversements aggravés par la désertification en cours du pays, causée notamment par la course aux ressources naturelles.

Face à ces difficultés croissantes, le Mali est à la recherche d'un nouveau modèle de développement économique. Assurer un

développement le plus égalitaire possible, contenir l'exode rural, tout en préservant l'environnement et le climat, les défis sont nombreux pour le pays. L'ONG française GERES (Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarités) y est présent avec son partenaire local AMEDD (Association Malienne d'éveil au Développement Durable) pour y tester une solution qui concilie développement économique et bataille climatique : les zones d'activités électrifiées (ZAE) durables.

100% renouvelables

Le défi énergétique en zone rurale est considérable au Mali car moins de 18% de la population a accès à l'électricité. S'ajoutent à cela des difficultés chroniques d'approvisionnement et une grande volatilité des prix des carburants. Dans ces conditions, il est bien-sûr très difficile de développer des

activités économiques et la dépendance au gasoil y est donc une vraie fatalité. Entre 2008 et 2013, 95% des meuniers mécanisés ont ainsi fermé boutique dans la commune de Konséguéla au sud du pays, contraignant les femmes à revenir au pilon traditionnel pour la transformation des céréales.

Grâce à un partenariat établi par le GERES et la collectivité, c'est une ZAE alimentée par des panneaux solaires photovoltaïques et de l'huile végétale pure de jatropha qui est sortie de terre en 2015. Si l'énergie solaire apparaît comme une solution évidente pour profiter des atouts naturels du pays, l'agrocarburant paysan a également de nombreuses vertus en termes de résilience face aux impacts des changements climatiques et



Vue aérienne de la ZAE et infographie © GERES / Fertil Ink

de valorisation économique d'une ressource locale. Ce mix énergétique 100% renouvelable permet en tout cas d'éviter la consommation de 6900 litres de gasoil par an.

Autre source de fierté pour les acteurs du projet : des bâtiments construits sur un modèle bioclimatique, en partenariat avec l'Association La Voûte Nubienne. Le confort est évidemment une préoccupation majeure dans le contexte sahélien. En période de forte chaleur, la température à l'intérieur des bâtiments de la ZAE est inférieure d'environ 10°C. 303 tonnes de CO2 équivalent seront ainsi économisés sur 30 ans.

Plus de 150 emplois créés

Depuis deux ans, 11 très petites entreprises, dont 5 dirigées par des femmes, ont pu s'installer dans les locaux de la ZAE, créant 35 emplois directs et 125 emplois indirects. Les habitants peuvent trouver sur place une boulangerie, un restaurant, une menuiserie mais aussi une radio communautaire et des services informatiques. Bakary Kone, habitant de Konséguéla, témoigne : « Depuis l'installation de la ZAE, nous avons vu beaucoup de changements. Nous avons accès à l'eau fraîche, à du pain et à d'autres produits et services. Avant

il fallait se déplacer à Koutiala qui est à 50km. ». Quant à Drissa Kone, il est tailleur brodeur au sein de la nouvelle zone. Il explique qu'avant il devait travailler avec des petits groupes électrogènes mais rencontraient des difficultés à cause des pannes récurrentes. « Maintenant, nous pouvons travailler sans crainte ».

Un avenir prometteur au Sahel

Face au succès de cette première « ZAE pilote » dont l'équilibre économique a été atteint dès 2017, il a été décidé de construire une seconde ZAE à Koury, à 2 heures de Konséguéla. La construction a débuté au début de l'année 2018 et est déjà achevée. Le démarrage effectif devrait donc se faire rapidement avec l'installation des entreprises ayant manifesté leur intérêt.



ZAE de Koury lancé en 2018 © GERES

90 emplois devraient être créés et, comme leurs homologues de Konséguéla, les artisans de Koury vont avoir accès à l'électricité 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, via un mix énergétique 100% renouvelable.

Ce développement économique et social respectueux de l'environnement rencontre un écho favorable. Zéba Malle, le maire de Konséguéla, constate que le chômage a baissé dans sa commune avec l'installation de la ZAE. Il appelle donc à la création « d'autres ZAE dans d'autres communes pour poursuivre le développement rural » du Mali. Son appel a été entendu car le GERES et ses partenaires ne comptent pas s'arrêter en si bon chemin. L'objectif est désormais de développer deux nouvelles zones en 2019, puis 4 encore en 2020. Les nouvelles promesses de financement qui arrivent devraient rendre cet objectif atteignable. Certains voient encore plus loin et imaginent la construction de 100 ZAE.

POUR ALLER PLUS LOIN :

Bande annonce du reportage :
<https://youtu.be/i3NzjGZbV-w>

Reportage complet :
<https://youtu.be/684QIFku0oQ>

Témoignages des occupants
de la ZAE de Konséguéla :
<https://youtu.be/TFnlM2LyB50>

CONTACTS UTILES :

Gilles Michel,
Chef de projet Accès à l'énergie au Mali :
g.michel@geres.eu

Rédigé par
Mathieu Grapeloup





Humans & Climate Change Stories

Au Mali, 80% de la population vit de cultures de subsistance. La hausse des températures, la baisse de la pluviométrie, la météorologie imprévisible, l'appauvrissement de la terre et l'avancée du désert créent une forte compétition autour des terres arables et des ressources naturelles, exacerbant les tensions intercommunautaires entre éleveurs, pêcheurs et agriculteurs.

Le changement climatique est un facteur majeur mais pas unique à l'origine des tensions : la région doit faire face à une croissance démographique importante, et au déplacement de populations qui ont fui le conflit au Nord depuis 2012. L'État malien, incapable de contenir l'avancée des groupes armés, a abandonné la zone et peine à restaurer son autorité.

Sans ressources et sans réelles perspectives, les plus jeunes se voient contraints de migrer vers Bamako et les pays voisins à la recherche d'opportunités économiques. Ou tentés par «l'aventure djihadiste» et les milices d'autodéfense.

Une histoire avec Ousmane Barka Diallo, agropasteur dans la région de Mopti.



À VENIR

Journal du Climat n°2 : « Justice climatique et droits fondamentaux »

AU SOMMAIRE :

- Dossier sur la justice climatique aujourd'hui
- Où sont les premiers déplacés climatiques français ?
- Plongée dans la Guyanne : un climat propice pour transformer les paris en réalité

Avec la participation de CliMates, Notre Affaire A Tous, le REFEDD, Nature Rights, Humans & Climate Change

Produit par Place To B



Sortie en Septembre 2019 !

*Vous souhaitez collaborer avec vos articles aux prochains numéros du Journal du Climat ?
Contactez nous à : contact@placetob.org*

